

DOKUMENTATION · ANALYSE · DIFFUSION

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	20.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	Thorens Goumaz, Adèle (gp/verts, VD) NR/CN
Prozesstypen	Parlamentarische Initiative
Datum	01.01.1965 - 01.01.2022

# **Impressum**

# Herausgeber

Année Politique Suisse Institut für Politikwissenschaft Universität Bern Fabrikstrasse 8 CH-3012 Bern www.anneepolitique.swiss

# Beiträge von

Schnyder, Sébastien Zumofen, Guillaume

## **Bevorzugte Zitierweise**

Schnyder, Sébastien; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Parlamentarische Initiative, 2010 – 2018*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 20.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	
Wirtschaft	•
Geld, Währung und Kredit	1
Nationalbank	1
Landwirtschaft	1
Agrarpolitik	1

# Abkürzungsverzeichnis

WTO Welthandelsorganisation
SNB Schweizerische Nationalbank

**EU** Europäische Union

WAK-NR Kommission für Wirtschaft und Abgaben des NationalratsNBG Bundesgesetz über die Schweizerische Nationalbank

**OMC** Organisation mondiale du commerce

BNS Banque nationale suisse
UE Union européenne

**CER-CN** Commission de l'économie et des redevances du Conseil national

**LBN** Loi fédérale sur la Banque nationale suisse

# **Allgemeine Chronik**

# Wirtschaft

### Geld, Währung und Kredit

#### Nationalbank

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE DATUM: 03.09.2018 GUILLAUME ZUMOFEN

Adèle Thorens (verts, VD) propose d'ajouter un renvoi à l'article 2 de la Constitution dans l'article 5 al. 5 de la loi sur la Banque nationale (LBN). Pour être précis, son initiative parlementaire vise à ce que la **BNS** apporte son **soutien** aux politiques économiques générales de la Confédération, et notamment **au développement durable** et à la conservation durable des ressources naturelles. La conseillère nationale estime que la BNS doit faciliter les efforts de la place financière helvétique vers plus de durabilité. En contre-exemple, elle cite les achats de titre, par la BNS, d'entreprises pétrolières, ou encore, le rapport des Artisans de la transition qui pointe du doigt la BNS qui émettrait, à elle seule, autant de CO2 que la Suisse entière.

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-CN) propose à sa chambre de ne pas donner suite à l'initiative par 18 voix contre 7. Elle utilise ainsi le traditionnel argument que le politique ne doit pas empiéter sur l'indépendance de la BNS pour étayer sa position. Pour sa part, une minorité propose de donner suite à l'initiative car elle considère que l'engagement dans l'Accord cadre de Paris doit inciter la BNS à changer sa politique. <sup>1</sup>

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE DATUM: 11.12.2018 GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil national a rejeté l'initiative parlementaire d'Adèle Thorens (verts, VD) par 129 voix contre 62. L'initiative avait pour objectif l'instauration d'un **cadre de durabilité pour les activités de la Banque nationale suisse** (BNS). La chambre du peuple suit donc l'avis de la majorité de sa commission de l'économie et des redevances (CER-CN). Les voix des Verts, des Vert'libéraux et du Parti socialiste n'ont pas suffi. Au contraire, l'argument du maintien de l'indépendance de la BNS a convaincu le centre et l'aile droite du Conseil national. <sup>2</sup>

## Landwirtschaft

## Agrarpolitik

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE DATUM: 13.12.2010 SÉBASTIEN SCHNYDER Le Conseil national a donné suite par 90 voix contre 83 à une initiative parlementaire Joder (udc, BE) chargeant l'Assemblée fédérale d'édicter un arrêté de principe et de planification portant sur les négociations avec l'UE et l'OMC sur le **libre-échange agricole**. Il est censé prendre en compte les motions von Siebenthal (udc, BE) « Garantir l'approvisionnement de la population par la politique agricole 2015 » (Mo. 08.3194) et Lang (pe, ZG) « Souveraineté alimentaire et denrées alimentaires de base » (Mo. 08.3260), ainsi que l'initiative parlementaire Bourgeois (plr, FR) « Souveraineté alimentaire » (Pa. Iv. 08.457) et le postulat Thorens Goumaz (pe, VD) « Exclure les produits agricoles et alimentaires des accords de libre-échange » (Po. 08.3263). L'initiative vise à ce que le parlement débatte de la question alors que le gouvernement discute d'un accord de libre-échange agricole. Les groupes UDC et écologiste, ainsi que quelques membres du groupe PDC l'ont soutenu. <sup>3</sup>

1) Artisans de la transition, rapport avril 2018; Rapport CER-CN, 2018-09-03 2) BO CN, 2018, pp.2102 3) BO CN, 2010, p. 1997 s.